

## **Violences à « République » : inacceptable ! Le gouvernement est responsable !**

La FNEC FP-FO condamne avec la plus grande fermeté l'intervention policière ordonnée hier pour déloger un camp de réfugiés sans abris, place de la République à Paris.

Après les Gilets jaunes, les militants syndicalistes, les lycéens, c'est au tour des migrants et des militants associatifs de subir une répression inouïe.

Le ministre de l'intérieur annonce que les coupables seront sanctionnés. Mais c'est le gouvernement qui est responsable. Qui a la main pour interdire et réprimer les manifestations, si ce n'est le préfet de police ? Qui a décidé les lois d'exception qui rendent les manifestations illégales, si ce n'est ce gouvernement ?

Qui est à l'origine de la proposition de loi dite de « sécurité globale », si ce n'est ce gouvernement ?

C'est ce gouvernement qui est responsable.

C'est ce gouvernement qui prend la responsabilité de s'engager dans la remise en cause pérenne de nos libertés fondamentales avec le projet de loi de « sécurité globale ».

Les événements d'hier confortent la position de la FNEC FP-FO, qui, avec sa Confédération, condamne cette proposition de loi. Elles confortent la nécessité d'exiger l'abandon immédiat du projet.

L'interdiction de la manifestation de ce 24 novembre pour l'abrogation de la Loi de Programmation sur la Recherche, réduite à un rassemblement place Jussieu, s'inscrit dans la même logique répressive.

La FNEC FP-FO a participé aux rassemblements pour défendre les revendications, les franchises universitaires, les libertés syndicales et démocratiques qui sont, au premier chef, la liberté d'expression et la liberté de manifester.

**Dans la continuité de la réussite des mobilisations organisées samedi 21 novembre et qui ont rassemblé des dizaines de milliers de manifestants, la FNEC FP-FO appelle aux manifestations qui se tiendront sur tout le territoire samedi 28 novembre.**

**Retrait du projet de loi « sécurité globale ! »**